

MAIRIE DE DRAP



ARRETE MUNICIPAL DE POLICE 20-04-2019
Portant autorisation temporaire
d'occupation du domaine public pour des
travaux URGENTS d'implantation de support
bois,
règlementant la circulation et le
stationnement des véhicules,
1200 Vieux chemin du Château

Le Maire de la Commune de DRAP,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3,
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
Vu le Code la route,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu le Code pénal,
Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,
Vu la demande d'autorisation de travaux formulée par l'entreprise ENEDIS domiciliée 1, Plan du Marquis, 06340 DRAP quant à l'occupation du domaine public afin d'effectuer des travaux urgents d'implantation de support bois au 1200 Vieux Chemin du Château - DRAP (AM) du lundi 29 avril au mardi 30 avril 2019 de 9 heures à 18h00,
Considérant qu'afin de permettre le bon déroulement de ces travaux, il y a lieu de régler le stationnement et la circulation des véhicules,
Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'autoriser les occupations du domaine public communal et de les régler dans l'intérêt de la commodité, de la sécurité de la circulation des véhicules, des piétons et des différents usagers du domaine public,

ARRETE :

Article 1 : - L'entreprise ENEDIS domiciliée 1, Plan du Marquis, 06340 DRAP, est autorisée à occuper le domaine public afin d'effectuer des travaux urgents d'implantation de support bois, 1200 Vieux Chemin du Château - DRAP (AM) du lundi 29 avril au mardi 30 avril 2019 de 9 heures à 18h00.

Article 2 : Pendant la durée des dits travaux et au droit dudit chantier:

- La route du Vieux Chemin du Château sera barrée au 1200 Vieux Chemin du Château,
- le stationnement des véhicules sera strictement interdit au droit du chantier à l'exception des véhicules des services de secours et d'incendie ainsi que ceux des véhicules et engins exécutant les travaux. Tout véhicule gênant à l'exécution des travaux fera l'objet d'une verbalisation conformément aux lois et règlements en vigueur et sera susceptible d'une procédure de mise en fourrière,

Article 3 L'entreprise en charge des travaux a obligation de mettre en œuvre les règles d'hygiène et de sécurité pour la protection des biens et des personnes, de matérialiser par des barrières les emplacements des travaux et devra installer les panneaux de signalisation conformes à la réglementation en vigueur.

Article 4 : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de NICE (06) dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté :greffe.ta-nice@juradm.fr

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée au :

- Président du Conseil Départemental
 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Drap
 - Monsieur le Garde-champêtre Territorial
 - Le commandant de la brigade de gendarmerie de La Trinité (AM).
- chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

DRAP, le 23 avril 2019
Le Maire,
Robert NARDELLI

